

## Burundi : L'église catholique rejoint la contestation sur la Constitution

RFI, 09 décembre 2013  
 Le pouvoir burundais isolé dans son projet de révision constitutionnelle  
 Au Burundi, le pouvoir a initié depuis plus de deux mois une révision en profondeur de la Constitution du Burundi. Le gouvernement veut notamment lever le verrou constitutionnel des deux mandats présidentiels ce qui permettrait au président Pierre Nkurunziza de se représenter pour la troisième fois, ou encore ramener la majorité requise au Parlement des deux tiers à une majorité simple des voix, au risque de toucher au partage du pouvoir entre les ethnies. Ce projet de révision est très contesté, et le mouvement de protestation vient de gagner la première église du pays.

Le camp de ceux qui contestent la révision de la Constitution en cours ne cesse de s'élargir. Après la société civile, quasi-totalité des partis politiques de ce pays, c'est surtout autour de la très influente Eglise catholique du Burundi de prendre position très clairement contre ce projet. Les prêtres de l'Eglise catholique du Burundi estiment que l'heure de révision de la Constitution du Burundi qui s'inspire largement de l'accord de paix signé en 2000 à Arusha n'est pas encore sonnée. Le président de la conférence des évêques catholiques du Burundi, Mgr Gervais Banshimiyubusa, explique : « Ces dispositions et d'autres semblables sont toujours nécessaires car les problèmes auxquels elles apportent des solutions, telles que la monopolisation du pouvoir par un groupe, l'exclusion des autres à base des partis politiques ou des ethnies, le respect des mandats politiques, sont loin d'être résolus. » Le gouvernement burundais n'a jamais caché sa volonté d'aller jusqu'au bout de cette démarche, les évêques du Burundi ont lancé une mise en garde très claire contre les dangers d'une démarche solitaire de la part du pouvoir. « Au temps où nous sommes, une Constitution qui serait adoptée sans dialogue ni consensus, risquerait de compromettre notre processus de paix et de réconciliation. » Un diplomate en poste au Burundi estime qu'il s'agit là d'un mauvais coup pour le pouvoir burundais, qui se retrouve de plus en plus sur une question aussi cruciale.